



Newsletter

Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 167 - NOVEMBRE 2025

Edito du Président

6ème Sommet !



SOMMAIRE

- **Impacts du changement climatique dans les pays arabes.** p 2
- **L'intelligence artificielle dans le monde arabe.** p 3-6
- **Prévisions de croissance dans les pays ANMO.** p 7
- **Perspectives de l'économie égyptienne.** p 8-9
- **Entretien avec M. Ahmed Youssef, CEO de l'Autorité du tourisme en Egypte.** p 10-11
- **Brèves économiques.** p 12-15
- **Publicité : Suez.** p 16

Madame, Monsieur,

Dans quelques jours, les 10 et 11 décembre matin, nous nous retrouverons avec certains d'entre vous, pour la tenue de notre **Sixième Sommet Economique France-Pays Arabes, sur le thème de l'eau, l'environnement, au cœur des besoins, crises et opportunités dans le monde arabe.**

Pour la troisième fois consécutive, cette rencontre se tiendra sous le haut patronage de Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République. **Je veux voir dans ce haut patronage, une triple reconnaissance.**

D'abord **celle de notre institution.** Créée en 1970, elle fête en cette année son 55ième anniversaire. Ce n'est bien entendu pas la plus vieille des Chambres de commerce sous statut associatif. Mais au fil des années, elle a affronté tant de défis, tout en assurant ses missions de légalisation, mais aussi d'information, de conseils, et de réflexion.

C'est aussi, je veux le croire, la reconnaissance de l'importance de son positionnement comme **seule institution paritaire franco-arabe**, couvrant l'ensemble des Etats membres de la Ligue Arabe. Nous en accueillerons le Secrétaire Général le 11 décembre. Et je dois vous dire que dans ce cadre, avec ce Sommet 2025 sa présence est le signe des transformations majeures du monde arabe.

Ce patronage, c'est aussi **la reconnaissance de l'importance du monde arabe pour la France.** Je ne reviendrai pas sur les années « glorieuses » de la politique arabe de la France. Si la donne aujourd'hui a changé, il reste encore dans notre pays, des structures comme la nôtre, attachées au dialogue, au partage de valeurs, attachées à faire en sorte que la voix de la France continue à porter et ne soit pas totalement noyée dans un monde où c'est, finalement, la loi du plus fort qui l'emporte.

La thématique de ce Sommet est proba-

blement une des thématiques les plus fondamentales que nous pouvions porter. **Sans eau, pas de vie.** Les choses sont ainsi très simples, et le monde arabe fait partie des zones géographiques qui sont, et seront, les plus impactées par non seulement la raréfaction de la ressource, mais aussi par les conflits qui peuvent en naître. C'est aussi un sujet qui permet de parler d'innovation, de financement, de partenariat et de coopération, au-delà de la concurrence que peuvent se mener des entreprises et des pays.

Vous le savez, vous l'avez lu dans notre Newsletter du mois de juin, je quitterai la présidence de la CCFA quelques jours après la tenue de ce Sommet.

C'est avec beaucoup d'émotion que je tournerai, en partie, cette page de quatorze ans, dont neuf de présidence.

Mais paradoxalement, je suis heureux de le faire en ayant pu braquer les projecteurs sur ce sujet de l'eau, qui pendant des années, au cours de ma vie professionnelle, a été une sorte de fil rouge.

Mon successeur, Raoul Delamare, aura la responsabilité de poursuivre le développement de nos actions, d'adapter la Chambre à la réalité de l'intelligence artificielle, de l'émergence de nouveaux secteurs, de l'accompagnement des dynamiques françaises et arabes dans des domaines tels que la formation, l'entrepreneuriat, l'entrepreneuriat féminin, et bien d'autres sujets. Je sais qu'il sera pour cela bien accompagné.

Mais avant cela, je vous donne d'abord rendez-vous pour ce qui sera mon dernier Sommet économique France-Pays Arabes, qui me permettra une fois encore, sans que jamais je ne m'en lasse, de témoigner de tout mon attachement aux pays, aux hommes et aux femmes, aux entreprises, de cette région.

Vincent Reina

**Nos
partenaires
2025**

Stratégiques



Platinum



Gold



Silver



Impacts du changement climatique dans les pays arabes

A l'heure où les travaux de la 30^e Conférence des Parties sur le climat, COP30, qui a débuté le 12 novembre à Belém, au Brésil, s'activaient pour accélérer la mise en œuvre des engagements climatiques, la Banque mondiale, dans une note analytique, a présenté les conséquences du réchauffement climatique dans certains pays arabes.

Selon les experts de la Banque, les modèles climatiques montrent que, sur les 30 dernières années, les températures dans le monde arabe ont augmenté à un rythme supérieur de 50 % à celui des températures moyennes à l'échelle du globe. Pour 90 % des habitants des pays arabes, le changement climatique est une réalité. Par ailleurs, dans cette région où l'eau est déjà rare, le risque serait très grand de ne pas en avoir suffisamment pour l'irrigation de ses cultures, le fonctionnement de son économie et l'alimentation de sa population en eau potable.

La région du Proche et Moyen-Orient a connu, en cet été 2025, l'une de ses plus graves sécheresses des dernières années. **Au Liban**, les apports du lac Qaraoun, le plus grand réservoir du pays, situé sur le fleuve du Litani, ont chuté à un niveau historiquement bas de 45 à 50 millions de m³ entre juin et août 2025, contre 230 millions l'année précédente. **En Irak**, les réserves d'eau pourraient ne pas dépasser sur l'année 20 milliards de m³, soit moins de la moitié de la consommation annuelle du pays. **En Jordanie**, l'un des pays les plus touchés par le stress hydrique dans le monde, les nappes souterraines se vident plus vite qu'elles ne se rechargent, affectant irrémédiablement les sols et l'agriculture.

Les conséquences de cette pénurie d'eau touchent tous les secteurs de l'économie. Dans le secteur agricole, l'impact est saisissant. **En Syrie**, selon les estimations de la FAO, 75 % des récoltes de blé pour l'année 2025 sont menacées : la pénurie pourrait toucher plus de 16 millions de personnes, rendant le pays dépendant aux importations de céréales et à l'aide alimentaire internationale. Même phénomène **en Tunisie** où les cycles agricoles sont perturbés. Les rendements ont diminué et de nombreux propriétaires ont dû abandonner leurs terres devenues trop arides. L'augmentation des températures affecte aussi bien les nappes phréatiques que les eaux de surface.

Dans le secteur de l'énergie, plusieurs centrales de production hydroélectrique au Liban ont dû fermer ou ont vu



leur activité drastiquement réduite.

Enfin, quant aux conséquences économiques, notamment en termes d'effets sur le marché du travail, elles sont encore plus préoccupantes. D'après les estimations de l'OCDE (juin 2025), une sécheresse en 2025 serait deux fois plus coûteuse qu'en 2000. Et selon la Banque mondiale, un choc négatif de précipitations conduit à une hausse d'un point de pour-

centage du chômage, avec un effet d'autant plus fort que la situation de l'emploi est déjà dégradée, cet impact concernant tant les zones rurales qu'urbaines, avec un effet marqué sur l'emploi des femmes.

Enfin, le rationnement de l'eau a des conséquences néfastes sur la santé : les crises du choléra en Syrie et au Liban en 2022 étaient dues à un accès insuffisant à une eau potable et de qualité.

Pour faire face à la sécheresse, les pays de la région ont mis en place des dispositifs pour préserver les ressources naturelles, recycler l'eau usée, dessaler l'eau salée, améliorer les réseaux de distribution et adopter de nouvelles techniques d'irrigation.

La lutte contre le changement climatique devient une priorité nationale pour ces pays et investir dans les stratégies de gestion des phénomènes climatiques revient pour eux à investir dans un développement inclusif, durable et de long terme.

L'intelligence artificielle en action : accélérer le développement dans le monde arabe

L'intelligence artificielle est aujourd'hui au centre de toutes les stratégies de développement dans le monde, et ses perspectives promettent des bonds spectaculaires dans tous les domaines : santé, éducation, économie, gouvernance etc.

Pour explorer les potentiels et l'avenir de cette technologie et ses impacts dans notre vie quotidienne, la Chambre de Commerce Franco Arabe a organisé, le 8 octobre dernier, une matinée de travail sur l'intelligence artificielle dans le monde arabe.



Le Président de la CCFA a ouvert cette rencontre avec quelques mots et des éléments tangibles, et même une petite pointe d'humour. Il a ainsi souligné d'emblée le potentiel de cette technologie qui est en train de transformer en profondeur nos sociétés. Il a rappelé à l'appui de son affirmation que le volume du marché mondial de l'IA est estimé à 17,7 trillions de dollars d'ici 2030 et que les millions de nouveaux emplois qu'elle promet viendront en compensation des suppressions provoquées ici et là du fait de l'automatisation de certaines tâches.

L'IA : une révolution mondiale en marche

Abordant l'IA dans le monde arabe, il a indiqué que les pays de la zone vivent une accélération spectaculaire de l'adoption de cette technologie qui apparaît comme un levier de diversification de leurs économies. Il a souligné les investissements colossaux qui lui sont réservés notamment dans la recherche et le développement, la création de hubs d'innovation et de centres de formation, et les stratégies développées pour attirer les grands acteurs technologiques mondiaux.

Pour les opportunités offertes par cette nouvelle technologie, il a notamment cité, la santé avec la médecine personnalisée et les outils de diagnostics et de prédiction avancés ; la finance avec la gestion des risques, l'optimisation

de la relation client et la détection des fraudes ; le commerce avec l'amélioration de la logistique, l'optimisation des ventes et la fidélisation de la clientèle ; et enfin l'éducation où les outils numériques permettent un apprentissage personnalisé et accessible à plus grande échelle.

Il a également évoqué les défis à relever, tels le déficit de compétences, la protection des données - qui exige des cadres juridiques solides pour garantir confiance et sécurité -, ainsi que les enjeux éthiques tels que le respect de la vie privée, ou encore la crainte de la substitution de l'humain par la machine. Il a aussi mentionné les questions économiques et de souveraineté, ainsi que les impacts environnementaux, les outils de l'intelligence artificielle étant particulièrement énergivores. « Si nous n'y prenons pas garde, l'IA pourrait aggraver les fractures sociales et économiques, à l'intérieur d'un même pays, mais aussi au sein des blocs régionaux » a-t-il indiqué, appelant à la nécessaire construction d'une IA responsable et inclusive.

Abordant le rôle que peut jouer la Chambre de Commerce Franco-Arabe pour encourager et développer la coopération franco-arabe dans ce domaine, le Président de la CCFA a estimé que l'institution avait une mission importante : celle d'aider à construire un écosystème d'innovation partagé, à travers des investissements croisés, des partenariats public-privé, le partage des connaissances et des bonnes pratiques, et le développement des formations et des échanges universitaires pour combler le déficit de

compétences.

Enfin, non sans humour, il a dévoilé que son intervention avait été nourrie, en partie, par des prompts d'IA, mais que sans son intervention personnelle et l'expression de sa propre vision, elle serait restée un simple catalogue.

De son côté, Mme Rayanne Kanaan, Secrétaire Générale de la CCFA, a exprimé sa profonde gratitude aux Ambassadeurs et représentants diplomatiques, aux experts et intervenants, et à tous les participants à cette rencontre. Elle a mis l'accent sur l'apport de l'IA dans les dimensions essentielles de nos sociétés notamment humaines et sociales, culturelles et économiques. Dans la dimension

l'innovation dans l'éducation et la santé. Et les autres pays de la région ne sont pas en reste, rappelant que le Maroc a signé un partenariat stratégique avec l'entreprise française Mistral AI pour développer son écosystème local d'IA et que l'Égypte a mis en place, en partenariat avec des institutions françaises comme l'EPITA, des programmes spécialisés visant à renforcer ses compétences locales en IA.

Pour conclure, Mme Kanaan a estimé que la Chambre de Commerce Franco Arabe peut contribuer à créer des passerelles entre les entreprises, les institutions et les gouvernements des deux côtés des rives de la Méditerranée en encourageant le transfert de technologie et le co-investissement et en soutenant la formation des jeunes talents.



*M. Arnaud Barthelemy, M. Vincent Reina,
et Mme Rayanne Kanaan*

sociale, « l'IA doit avant tout servir les citoyens. Elle doit donner plus d'autonomie aux individus et aux communautés, et promouvoir le progrès social » a-t-elle soutenu. Dans la dimension culturelle, elle a affirmé que l'IA peut « façonner notre imaginaire collectif et nos interactions avec le monde, ce qui nous oblige à rester vigilants quant à l'intégration des savoirs, des langues et des patrimoines locaux dans les systèmes d'IA, et à veiller à ce que les algorithmes et les ensembles de données soient inclusifs et exempts de biais ». Enfin dans la dimension économique, elle a indiqué que l'IA « n'est pas seulement une révolution technologique, mais un moteur d'innovation, de compétitivité, et un champ de coopération stratégique ».

Pour le monde arabe, elle a souligné que cette technologie est désormais un élément central des stratégies de développement de la majorité des pays de la région. En Arabie saoudite, dans le cadre de son plan de développement « Vision 2030 », le Royaume a annoncé des investissements totalisant 14,9 milliards de dollars destinés à promouvoir l'IA dans les soins, l'éducation et l'industrie. Aux Émirats arabes unis, qui se sont dotés dès 2017 d'un ministère de l'IA, le pays a signé des accords avec la France pour renforcer ses infrastructures dans l'IA. De plus, le Qatar a lancé un programme de licence en intelligence artificielle à l'université Carnegie Mellon de Doha. Une initiative qui s'inscrit dans un effort plus large visant à intégrer l'IA dans les villes intelligentes et à promouvoir

« L'intelligence artificielle est une révolution à la fois technologique et civilisationnelle. Aujourd'hui, la France et le monde arabe ont une occasion unique d'unir leurs forces et de faire de cette révolution un outil de rapprochement et de coopération » a-t-elle dit.

Définitions et perspectives

Après ces propos liminaires, les travaux de cette rencontre ont débuté avec l'intervention de M. Arnaud Barthelemy, d'Alpha Intelligence Capital Fund, pour une présentation générale de l'Intelligence Artificielle.

Il a ouvert son intervention avec ce constat simple et fascinant : « l'IA est partout ». Et de poursuivre que l'IA n'est plus un pari, elle devient la norme, puisque 99 % des entreprises du « Fortune 500 » ont intégré l'IA à leurs opérations, que 47 % des chefs d'entreprise envisagent de l'utiliser et que 49 % des décideurs ont alloué 10 à 20 % du budget technologique de leur entreprise à l'IA.

Il a retracé l'historique de cette technologie qui a commencé en 1957 par des algorithmes pour la classification et a évolué rapidement pour atteindre les premières versions du Grand Modèle de Langage (LLM) avec GPT-3 en 2020, ChatGPT en 2022 et GPT-4 en 2023. Et l'histoire ne fait que commencer, car l'avenir de cette technologie

dépasse l'imagination. Dans cette technologie révolutionnaire, l'IA générative serait une industrie à part entière dotée de son propre écosystème. Ses modèles fondamentaux, considérés comme le cœur de l'IA générative peuvent être adaptés à une large gamme de tâches. Toutefois ils requièrent une expertise approfondie et leurs coûts s'avèrent élevés.

Abordant les dernières tendances de l'IA, M. Barthelemy



*Dr. Rachad Najjar, M. Vincent Reina,
et Mme Rayanne Kanaan*

a souligné l'amélioration de l'efficacité des petits modèles. En seulement deux ans, la taille des modèles a été divisée par 142, passant de 540 milliards à 3,8 milliards de paramètres et pendant ce temps les coûts ont chuté, divisés par plus de 280 en 18 mois. Par ailleurs, il a indiqué que si les modèles chinois rattrapent leur retard, les États-Unis restent leaders dans ce domaine. Enfin, à la question de savoir à quoi ressemblera l'IA dans les 24 prochains mois, M. Barthelemy a annoncé que les petits modèles progressent. Ils propulseront les applications hors ligne en temps réel sur les téléphones et les ordinateurs portables, favorisant ainsi l'adoption de l'IA de périphérie. Enfin, il a annoncé que les systèmes d'IA imiteront de plus en plus le cerveau humain et que des protocoles comme le MCP (Model Context Protocol, norme open source permettant de connecter des applications d'IA à des systèmes externes) permettront la création de réseaux d'agents fonctionnant de manière autonome avec une supervision humaine minimale.

Le dernier point, et non des moindres, abordé par M. Barthelemy, concernait les investissements dans l'IA. A ce sujet il a indiqué que si les pouvoirs publics doivent investir dans les infrastructures et les hardwares, les investissements privés doivent inonder les applications et le software. Enfin, quant à savoir où investir, il a souligné le besoin en ressources pour répondre à la demande croissante, notamment dans les entreprises qui fabriquent le matériel sous-jacent, celles qui fournissent l'infrastructure pour l'entraînement et l'inférence de l'IA, ou enfin les acteurs horizontaux qui réussissent à produire et à s'adapter.

Cas d'usages

Prenant la parole, M. François Mattens, Vice-Président de

XXII, a présenté des applications pratiques de l'IA dans la gestion de situations complexes, à travers par exemple des caméras de surveillance installées dans les magasins, les parkings, les aéroports et les lieux publics.

La puissance de traitement des données et des informations recueillies et surtout la rapidité de leur traitement assurent des résultats époustouffants. Et les exemples ne manquent pas : trouver au plus vite une personne habillée



*M. François Mattens, M. Vincent Reina,
et Mme Rayanne Kanaan*

en rouge dans un centre commercial. Que s'est-il passé dans tel ou tel magasin, à telle date et à telle heure ? C'est presque un jeu d'enfant pour les applications développées par l'IA, qui par ailleurs, ouvrent de nouvelles visions pour améliorer le marketing et booster les ventes. Dans les commerces, l'IA permet de repérer le client, de notifier sa position à un vendeur afin qu'il vienne lui proposer ses services. Dans la gestion des villes, l'IA aide à la gestion des flux de circulation, l'identification de situations dangereuses (excès de vitesse ou mauvais stationnement par exemple) ou encore la détection des anomalies, comme les bagages abandonnés dans les gares. Dans les aéroports, l'IA permet de gérer la logistique et d'objectiver le temps en gérant l'envoi des avions sur les pistes. Dans les zones de stockages, l'IA aide à gérer le temps de décharge des camions. Elle peut même anticiper un risque comme le déclenchement d'un incendie. Enfin l'IA est un outil important dans les enquêtes policières. La visualisation très rapide des caméras de surveillance permet de faciliter et de réduire considérablement la durée des enquêtes.

Dans la formation

Troisième intervenant de cette matinée, le Dr. Rachad Najjar, créateur de 3R Knowledge Services, a abordé la problématique du décalage entre le savoir et l'expertise, expliquant que l'apprentissage du savoir dans son cycle normal - école, université ou centres de formation - prend en moyenne 5 à 7 ans. Cet apprentissage, peut être fourni par l'IA. Or, les entreprises recherchent l'expertise, ou une connaissance spécifique, spécialisée, et elles peinent à recruter les profils adéquats. D'où leur besoin constant de former pour recruter ou pour mettre à jour la compétence de leurs salariés, sachant que les compétences ont une durée de vie de 2,5 ans seulement.

Aujourd'hui, 33 % des jeunes du monde arabe ne sont ni scolarisés, ni employés. Parmi eux, 30 % sont titulaires de diplômes supérieurs. Ils possèdent les connaissances requises, mais ne trouvent pas d'emploi. Ils sont orientés vers des espaces d'apprentissage. 3R Knowledge fait progresser l'avenir du travail, en positionnant l'IA comme un prolongement stratégique de l'expertise humaine. Elle perfectionne les talents des salariés, accélère la circulation des connaissances et pilote la transformation, en plaçant la collaboration IA-humain au cœur des activités de l'entreprise.

En santé

Le Dr. Meriem Sefta, Chief Diagnostics Officer chez Owkin, a pris la parole pour un large aperçu sur l'utilisa-



*Le Pr. Meriem Sefta, M. Raoul Delamare,
et Mme Rayanne Kanaan*

tion de l'IA en médecine moderne et pour une présentation des nouveaux outils développés pour diagnostiquer et personnaliser les traitements contre le cancer.

« L'utilisation de l'IA dans la médecine moderne constitue un tournant » a-t-elle dit. Elle a rappelé que là où la médecine traditionnelle proposait un traitement unique pour tous, la médecine du futur, grâce à l'IA, permettra d'adapter la thérapie au profil de chaque patient et de son cancer.

Cette nouvelle approche adaptée à chaque patient permet d'obtenir de meilleurs résultats, avec des essais cliniques qui ont deux fois plus de chances de réussir. Développant davantage cette nouvelle approche futuriste, Mme Sefta a indiqué que la méthode traditionnelle de dépistage des patients repose sur l'analyse d'images de pathologie visuelle, et sur le séquençage de nouvelle génération. Des tests qui peinent à suivre le rythme avec des coûts élevés, limitant le dépistage systématique des biomarqueurs rares.

Par ailleurs, les longs délais de traitement, la charge de travail importante et la pénurie de pathologistes entraînent des retards pour les patients. Avec l'introduction de l'IA, une nouvelle ère s'ouvre, permettant l'optimisation des lecteurs grâce aux biomarqueurs moléculaires directement sur la lame du microscope de coloration H&E, permettant d'identifier plus rapidement les patients éligibles au traitement.

« Nous révolutionnons les tests génétiques grâce à un logiciel d'IA en pathologie numérique » a-t-elle dit.

Répondre à la demande

Dernier intervenant, M. Karim Mazoir, de Mind2shake, a exposé l'engouement dans les pays arabes pour l'IA. Il a indiqué que ces pays sont l'avenir du numérique parce qu'ils investissent massivement dans les infrastructures qui transforment les masses de données collectées en quelque chose d'utile.

« Le monde arabe est pragmatique, il investit dans ce qui lui semble être utile et rentable ». Il mise sur la formation d'experts capables de valider les solutions développées



*M. Karim Mazoir, M. Raoul Delamare,
et Mme Rayanne Kanaan*

qui seraient adaptées aux besoins. Mind2shake propose les technologies françaises les plus avancées et les plus adaptées aux besoins de ces pays qui par ailleurs reçoivent tous les jours des offres de partout dans le monde. Il faut aider le client à contextualiser sa demande par rapport à ses besoins et ses attentes, lui proposer les entreprises et les technologies qui répondent à ses besoins, que ce soient de grandes entreprises dans la région comme les compagnies pétrolières ou les fonds d'investissements, avec le souci d'une intégration « in house » en respectant leur souci d'indépendance et leur souhait de rester propriétaire du résultat final.

Bref, une rencontre instructive et passionnante qui a permis d'illustrer les champs de coopération entre entreprises françaises et leurs homologues dans les pays arabes.

Une première rencontre qui, selon les mots mêmes du Président Reina, devrait être suivie d'autres illustrations et témoignages lors de réunions en 2026.

« L'IA pourrait aggraver les fractures sociales et économique »
(Vincent Reina)

Amélioration des prix du pétrole et reprise économique en Arabie saoudite et en Égypte

Les prévisions de croissance dans les pays ANMO s'améliorent

Dans son dernier rapport publié au mois d'octobre, le FMI annonce que la croissance économique dans la région devrait s'accélérer. Il prévoit une progression du PIB de 3,2 % en 2025 et 3,7 % en 2026. La baisse des tensions dans la région, une demande vigoureuse de pétrole, ainsi que la forte croissance de certains pays (Qatar, Emirats arabes unis, Arabie saoudite, Oman, Égypte, Maroc,...) expliquent en partie cette embellie sur les perspectives de croissance.

Depuis le début de l'année 2025, l'économie de la région Afrique du Nord Moyen-Orient (ANMO) fait preuve d'une résilience remarquable et les perspectives de croissance se sont nettement améliorées, avec une croissance du PIB régional de 3,2 % pour cette année, contre 2,1 % en 2024. La croissance devrait ensuite s'accélérer pour atteindre 3,7 % l'année prochaine, et rester globalement stable en 2027 à 3,6 %.

Pour les pays exportateurs de pétrole de la région, l'embellie s'explique par une production de pétrole plus élevée que prévue, et à la poursuite de la politique de diversification des économies. La croissance dans ces pays devrait atteindre 3 % en 2025 et 3,4 % en 2026, contre 2,5 % l'année dernière.

Dans les pays importateurs de pétrole, la tendance est également à l'amélioration. La croissance devrait augmenter pour atteindre 3,5 % en 2025 et 4,1 % en 2026, soutenue par la baisse des prix du pétrole, le dynamisme des envois de fonds, l'afflux touristiques et de meilleures conditions agricoles. A cela s'ajoutent les avancées constantes en faveur de la stabilité macroéconomique et la poursuite des réformes structurelles qui accroissent la résilience de ces pays et améliorent leurs perspectives.

Quant à l'inflation, qui varie d'un pays à l'autre, elle devrait d'une manière générale reculer sous l'effet du durcissement de la politique monétaire et de la baisse des prix de l'alimentation et de l'énergie. Par ailleurs, les conditions financières connaissent elles aussi des améliorations notables : les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines se sont resserrés, les devises se sont ajustées et plusieurs pays ont regagné l'accès aux marchés.

Néanmoins, d'importants risques pèsent sur ces perspectives.

Elles sont liées à l'incertitude à l'échelle mondiale, notamment aux tensions géopolitiques qui restent élevées, au risque de ralentissement de la demande mondiale, et au dur-

cissement des conditions financières qui pourraient exercer des tensions sur les pays qui ont d'importants besoins de financement et des systèmes bancaires fortement exposés à la dette souveraine.

Dans ce contexte, les priorités d'action sont claires : gérer les risques à court terme, tout en jetant les bases de la croissance future.

Pour conclure, le FMI indique que l'année 2025 sera l'année de la résilience dans un contexte incertain, résilience à traduire en une croissance soutenue et inclusive à long terme.

Moyen-Orient Afrique du Nord Croissance du PIB

Variation en pourcentage et en glissement annuel

		Projection		
	2024	2025	2026	
Moyen-Orient, Afrique du Nord	2,1	3,2	3,7	
Pays exportateurs de pétrole	2,5	3,0	3,4	
Pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG)	2,2	3,9	4,3	
Bahreïn	2,6	2,9	3,3	
Koweït	-2,6	2,6	3,9	
Oman	1,7	2,9	4,0	
Qatar	2,4	2,9	6,1	
Arabie saoudite	2,0	4,0	4,0	
Émirats arabes unis	4,0	4,8	5,0	
Pays exportateurs de pétrole non-membres du CCG	2,9	1,8	2,2	
Algérie	3,7	3,4	2,9	
Iran	3,7	0,6	1,1	
Iraq	-0,2	0,5	3,6	
Libye	1,9	15,6	4,2	
Pays importateurs de pétrole	1,6	3,5	4,1	
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	2,3	3,6	4,1	
Égypte	2,4	4,3	4,5	
Jordanie	2,5	2,7	2,9	
Liban	-7,5	-	-	
Maroc	3,8	4,4	4,2	
Pakistan	2,5	2,7	3,6	
Tunisie	1,6	2,5	2,1	
Cisjordanie et bande de Gaza	-26,6	-	-	
Pays à faible revenu	6,2	2,2	5,6	
Afghanistan	1,7	-	-	
Djibouti	6,5	6,0	6,0	
Mauritanie	6,3	4,0	4,3	
Somalie	4,1	3,0	3,3	
Soudan	-23,4	3,2	9,5	
République arabe syrienne	-	-	-	
Yémen	-1,5	-1,5	0,0	

L'économie égyptienne : perspectives, climat des affaires, et avantages pour l'investissement

Dans une note publiée au début de ce mois de novembre, les analystes de la banque BNP Paribas indiquent que malgré un environnement marqué par une inflation forte, des restrictions budgétaires et des taux d'intérêt réels élevés, la reprise de l'activité a été plus forte que prévu au cours de l'année budgétaire. La croissance devrait atteindre 4,4 % cette année contre 2,4 % sur l'exercice précédent. La consommation des ménages a fortement progressé de + 8 % en glissement annuel et les investissements ont suivi la même tendance haussière mais dans une moindre mesure à + 1,4 % en glissement annuel.

À court terme, la croissance économique devrait continuer de progresser pour afficher + 5,2 % l'année prochaine grâce à la consommation des ménages et à la poursuite de la reprise de l'investissement des entreprises. Néanmoins, il convient de rester prudent du fait des perspectives du secteur des hydrocarbures qui restent incertaines.

Dans ce climat de perspectives optimistes, l'Ambassade de la République d'Égypte à Paris a organisé, le lundi 17 novembre, un séminaire sur l'économie égyptienne, ses perspectives, le climat des affaires et les avantages que propose aujourd'hui l'Égypte aux investisseurs étrangers.



S.E. M. Alaa Youssef, Ambassadeur
de la République arabe d'Égypte

Ouvrant les travaux, S.E. M. Alaa Youssef, Ambassadeur de la République arabe d'Égypte a souligné la relation forte entre la France et son pays, élevée depuis le mois d'avril 2025 au niveau de partenariat stratégique. Il a indiqué que plus de mille entreprises françaises sont installées sur le sol égyptien et investissent dans tous les secteurs de l'économie, participant activement au développement du pays. Par ailleurs Son Excellence a souligné la qualité de la main d'œuvre égyptienne et l'attractivité de son pays, porte ouverte vers les marchés africains et au-delà vers des marchés sur les cinq continents grâce aux divers accords de libre-échange qu'il a signé. Il a rappelé que l'Égypte a entrepris durant la dernière décennie de réformes importantes et adopté un plan ambitieux de développement qui la place aujourd'hui comme un hub pour les énergies renouvelables et transforme la zone du canal de Suez en centre d'activités attractive. « De nouvelles perspectives s'ouvrent aujourd'hui entre nos deux pays qui partagent les mêmes objectifs et visent à construire un avenir meilleur pour leurs citoyens » a-t-il conclu.

Prenant la parole, M. Waleed Gamal El Din, Chairman de la zone économique du canal de Suez, SEZONE, a salué, tout d'abord la dynamique des entreprises françaises en Égypte et leurs investissements dans l'économie du pays, notamment du groupe français CMA CGM dans le secteur logistique et ferroviaire et les investissements de Saint Gobain pour produire deux nouvelles gammes de verre.

Abordant la zone industrielle SEZONE, qui s'étend sur 455 km² et promet la création de près de 100 000 emplois, il a détaillé ses sites, les composantes de ses infrastructures et ses principaux ports qui lui assurent une accessibilité à un marché de plus de 105 millions de consommateurs locaux et plus de 2,3 milliards de consommateurs internationaux grâce aux multiples accords de libre-échange signés par l'Égypte. SEZONE est connectée au nouveau réseau routier et bénéficie d'une liaison directe avec les nouveaux tunnels du canal de Suez qui facilitent le transport entre ses deux rives. SEZONE couvre quatre sites : Sokhna Industrial Zone, East Port Said Industrial Zone, West Qantara Zone et East Ismailia Zone et propose aux entreprises qui s'y installent des avantages fiscaux et de droits nouveaux, notamment une exonération de la TVA et de la taxe douanière, le remboursement de 50% de l'impôt sur les sociétés, la propriété à 100 % pour l'investisseur, un permis de séjour de 5 ans, et l'accès à une main d'œuvre locale qualifiée et de surplus francophone.

M. Bassam Badr, Chef de la Mission commerciale et économique, a focalisé son intervention sur le choix de l'Égypte comme destination privilégiée pour investir. Il a notamment souligné sa position stratégique, porte d'entrée vers les marchés africains et à de nombreux marchés mondiaux. Il a rappelé les réformes récentes pour faciliter l'installation des entreprises, notamment la simplification des procédures, la suppression de la bureaucratie, la digi-

talisation des services, l'amélioration du système de dédouanement, ainsi que les incitations fiscales, les coûts bas de production et les licences spéciales à certains projets d'investissements. Enfin, il a évoqué les investissements pour moderniser et étoffer les infrastructures et améliorer la connectivité du pays avec ses partenaires.

M. Pascal Furth, Chef du service économique à l'Ambassade de France au Caire, a rappelé les atouts de ce géant au cœur du Moyen-Orient et de l'Afrique : 116 millions d'habitants, 2ème économie d'Afrique et 1ère capitale arabe. Quant aux fondamentaux des recettes de l'État, il a indiqué qu'ils se composent essentiellement des Transferts des Égyptiens travaillant à l'étranger, du tourisme et des revenus du Canal. Abordant la croissance économique, il a rappelé qu'elle est attendue à 4,1 % pour l'exercice en cours après un rebond de 4,4 % durant l'exercice précédent, soulignant que la libération du taux de change a contribué au retour de la confiance dans le pays et à la maîtrise de l'inflation. Il a affirmé que les fondamentaux pour une croissance pérenne sont aujourd'hui réunis en Egypte, notamment le développement du secteur financier, les réformes engagées, la volonté de céder des actifs et la mise en concession de certains services. Quant aux relations économiques entre la France et l'Egypte, M. Furth a rappelé que l'Egypte est le 2ème excédent de la France en Afrique, que la France est le 1er investisseur européen et son premier partenaire financier. Au-delà des chiffres, il a rappelé le partenariat stratégique qui lie les deux pays.

M. Mohamed Kassem, CEO d'Expolink, a souligné d'emblée que « l'Afrique est le futur et l'Egypte est au cœur de l'Afrique ». Il a rappelé les différentes crises qui ont secoué le monde, notamment la pandémie de la Covid-19 et les tensions qui, permanentes, ont poussé les acteurs économiques à revoir leurs stratégies de développant. Les valeurs globales ont changé et l'on assiste désormais à une relocalisation régionale, plus proche des marchés, pour raccourcir les chaînes d'approvisionnement, a-t-il dit. Par ailleurs, M. Kassem a exposé les services de son groupe pour développer les échanges commerciaux, notamment entre la France et l'Egypte.



M. Waleed Gamal El Din



S.E. M. Alaa Youssef



M. Pomranc et M. Delamare



d'accueil, d'hébergement et la qualité de ses services dans ce secteur. La France qui bénéficie d'une expertise dans ce domaine peut participer au développement de ce secteur, a-t-elle dit.

Dernier intervenant à ce séminaire, **M. Emad El Sonbaty**, Président de la CCI Française en Egypte, a présenté le climat des affaires et l'expérience des membres de la CCI Française. Il a indiqué qu'il y avait six secteurs prometteurs et de les citer : infrastructures, tourisme, produits pharmaceutiques, agriculture et agroalimentaire, numérique et énergies renouvelables. Quant aux conseils qu'il a donné aux investisseurs, il a souligné l'importance du dialogue et l'apprentissage de quelques mots en arabes.

Dans la distribution, elle a rappelé que l'Egypte renforce ses capacités dans la sécurité alimentaire et a indiqué que le pays exporte près de 8,6 millions de tonnes de fruits et légumes vers l'Europe et se place comme son 2ème fournisseur. Elle a mis en avant le besoin de l'Egypte en expertise dans l'agroalimentaire, dans l'assainissement de l'eau, le numérique et les infrastructures cloud et logiciels. Dans le secteur des énergies, elle a indiqué que l'Egypte ambitionne de produire 42 % de son électricité à partir des renouvelables et prévoit des investissements de 44 milliards de dollars d'ici 2040, avec à la clé des opportunités pour les entreprises françaises. Dans le secteur des transports, plus de 25 milliards de dollars ont été investis et le pays poursuit la modernisation de ce secteur, avec là aussi des opportunités à saisir. Quant au secteur du tourisme, elle a rappelé que l'Egypte qui ambitionne d'accueillir 30 millions de visiteurs en 2030 souhaite augmenter ses capacités

Le tourisme en Égypte : une diversité inégalable

Entretien avec M. Ahmed Youssef CEO of the Egyptian Tourism Authority



Le salon du tourisme IFTM - International & French Travel Market - démontre une fois encore sa place de plateforme incontournable pour tous les acteurs de ce secteur, et confirme son rôle moteur pour la promotion d'une activité de plus en plus innovante pour réinventer le tourisme de demain. L'édition 2025, organisée du 23 au 25 septembre à la porte de Versailles, à Paris, a rassemblé plus de 1.650 marques assurant la promotion de 177 destinations à travers le monde. Sous des chapiteaux couvrant 28.500 mètres carrés, l'exposition, qui s'articulait autour de 12 villages, 9 zones d'accueil, et 450 stands, a accueilli plus de 32.000 professionnels représentant tous les segments de cette industrie florissante malgré les tensions géopolitiques et le contexte mondial marqué par crises et incertitudes.

Cette 47ème édition a marqué notamment l'entrée de l'intelligence artificielle (IA) dans l'industrie du tourisme d'affaires et dans les activités liées aux événements professionnels (MICE). L'IA commence à véritablement transformer les pratiques dans ce secteur, en introduisant l'automatisation du traitement des briefs et des devis, en proposant de nouveaux outils d'aide au choix, et en soumettant des prix dynamiques. Elle devient un levier de productivité et de qualité et ouvre la voie à une nouvelle manière de concevoir les événements.

Plusieurs pays arabes ont participé à ce rendez-vous emblématique, devenu au fil de ses éditions l'endroit privilégié pour la promotion d'un art de vivre, d'une culture, de la beauté d'une nature ou de la qualité de l'accueil local. Au total six pays arabes - la Jordanie, Oman, l'Arabie saoudite, la Tunisie, le Maroc et l'Égypte ont brillé par le faste de leurs stands qui rappelaient les couleurs de leurs traditions, les pages de leur histoire, et offraient, l'espace d'un temps, le rêve d'un voyage. Cette année, nous avons eu la chance de rencontrer M. Ahmed Youssef - CEO de l'Autorité du Tourisme Égyptien - qui a accepté de répondre à nos questions et nous exposer la stratégie de son pays pour dynamiser un secteur clé de son économie. Nous rapportons ci-dessous le contenu de cet entretien.

Dans un monde traversé par des crises multiples - tensions politiques et sécuritaires, dégradation des échanges, perturbation des chaînes de valeur et d'approvisionnement comment se porte le secteur du tourisme en Égypte ?

L'Égypte a multiplié les investissements ces dernières années pour améliorer ses infrastructures notamment ses infrastructures portuaires, aéroportuaires et ferroviaires ainsi que les routes et autoroutes ; d'une manière générale toutes ses infrastructures de transport et de communication. Les trains à grande vitesse qui entreront bientôt en service vont largement raccourcir le temps de voyage entre les villes. A titre d'exemple, pour faire le trajet entre la capitale, Le Caire et la ville d'Assouan, il fallait plus de dix heures de train. Le même trajet se fera en quatre ou cinq heures seulement. Ces investissements dans les infrastructures ont donné un nouvel élan au secteur du tourisme. Voilà un premier point important à souligner.

Un second point concerne les problèmes liés à l'inflation, après la pandémie de la Covid qui a impacté, presque partout dans le monde, le secteur du tourisme. Mais l'Égypte a été relativement épargnée pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les touristes qui choisissaient d'habitude des destinations lointaines en Asie ou en Amérique se sont tournés

vers des destinations beaucoup plus proches en raison de la cherté des billets. L'Égypte a ainsi bénéficié de cette donne. Aujourd'hui près de 55 % des touristes étrangers en Égypte viennent d'Europe. Par ailleurs, la politique menée par les autorités pour stimuler ce secteur en développant les infrastructures, en augmentant le nombre de musées, et en soutenant les fouilles pour de nouvelles découvertes archéologiques a joué un rôle important dans l'attractivité touristique du pays. Enfin, il faut noter aussi que notre offre s'est élargie et s'adresse désormais à un large panel dans lequel dix pays représentent près de 80 % des touristes étrangers.

Pour vous donner quelques chiffres, l'année dernière, en 2024, près de 15,8 millions de personnes ont visité l'Égypte. Durant les sept premiers mois de cette année, le nombre des touristes étrangers a augmenté de 22 % et nos projections indiquent que le nombre de visiteurs pourrait atteindre entre 17 et 18 millions de personnes à la fin de l'année, soit une forte augmentation ! Certes d'autres pays de la région connaissent aussi une forte croissance de leurs activités dans ce secteur, mais nous sommes dans le peloton de tête. L'Égypte est un grand pays. Nous sommes un pays en paix et la sécurité y est pleine et entière, sur tout le territoire. C'est notre message. Et il passe bien, puisque le nombre des touristes ne cesse d'augmenter.

L'Égypte ambitionne d'accueillir 30 millions de visiteurs dans les prochaines années. Comment le pays se prépare-t-il pour accueillir ce grand nombre de touristes ? Quels sont les nouveaux investissements prévus ? Et dans quels secteurs ?

Effectivement telle est notre ambition. Et pour la réaliser nous avons adopté une stratégie qui repose sur trois axes.

Le premier vise à augmenter le nombre des vols aériens. Cela est possible aujourd'hui grâce à la capacité d'accueil accrue de nos infrastructures aéroportuaires qui peuvent recevoir un nombre important de charters venant d'Europe ou d'ailleurs.

Le second, en accord avec la Banque centrale et le ministère des Finances, nous accordons des facilités pour la construction de chambres d'hôtes pour la mise sur le marché de 25.000 chambres chaque année. Dans le cadre de cet accord plus de 250.000 chambres ont été créés et nous comptons augmenter leur nombre pour atteindre 450.000 chambres. Entre temps nous avons mis en place le système « Holyday Home » qui permet aux familles disposant de chambres libres d'héberger des touristes. Évidemment ces « Holyday Homes » doivent présenter toutes les garanties touchant au confort, à la propreté et à la sécurité.

Troisième et dernier axe, nous lançons une campagne pour améliorer l'expérience client. A cet effet nous investissons dans la transformation numérique pour offrir certains services comme l'obtention en ligne des visas, la réservation en ligne pour les musées ou les lieux d'hébergement. Par ailleurs, nous améliorons l'accueil dans les musées en proposant des services de restauration et d'hygiène adaptés.

En plus de tout cela, nous menons une campagne de promotion avec le slogan « la diversité inégalable » qui met en avant la diversité de l'offre touristique de l'Égypte : diversité des villes et des sites touristiques, des attractions et des activités.

Quels sont les sites les plus visités ?

L'Égypte est un pays riche en sites historiques, archéologiques et touristiques. Il y a bien évidemment les pyramides, la ville de Sharm el-Sheikh, la mer Rouge, Louxor, Assouan. Il y a aussi des sites que nous développons comme El-Alamein, El-Gizeh et d'autres le long du Nil.

Par ailleurs nous développons de nouveaux parcours. Aujourd'hui, au mytique parcours Louxor-Assouan vient s'ajouter l'itinéraire le Caire-Assouan, un voyage de 11 jours en bateau. Nous développons aussi de nouvelles activités de loisirs comme les randonnées dans le désert, la découverte de sentiers écologiques, des activités sportives notamment la voile ou enfin l'organisation de congrès et séminaires. Un large panel d'activités que nous essayons de faire connaître au plus large public possible.

La promotion de l'Égypte comme destination touristique attrayante s'adresse-t-elle à une nouvelle clientèle plutôt aisée ? Privilégie-t-elle certaines nationalités ?

C'est l'offre et la demande qui impose sa loi. Lorsqu'un hôtel affiche complet, ses prix augmentent forcément, et lorsqu'un restaurant voit un afflux de clients, ses prix augmentent. Nous ne nous adressons pas à une clientèle particulière. Nous ne voulons pas souffrir de sur-tourisme ni être élitiste. L'Égypte dispose de la capacité d'accueil pour un grand nombre de touristes, pour tous les budgets.

Cependant, nous souhaitons développer certains segments de notre tourisme à plus grande valeur ajoutée, comme les rencontres sportives, l'événementiel et les cérémonies privées. Il est très fréquent d'assister aujourd'hui en Égypte à des cérémonies de mariage sur certains sites touristiques. Récemment le mariage d'un couple de riches indiens à Sharm el-Sheikh a réuni plus de 300 personnes, venues avec leurs jets privés.

Aujourd'hui il est possible de privatiser des sites touristiques pour ce genre d'évènement.

Quant au deuxième volet de votre question, oui, il y a des marchés qui nous intéressent en particulier. Mais l'obstacle réside alors dans l'existence ou pas de vols directs. Nous travaillons à développer le marché indien et le marché chinois, et nous comptons beaucoup sur le développement du marché avec les pays de l'Est.

Quelle est la part du tourisme dans la formation du PIB égyptien ? Et le nombre de personnes qui travaillent dans ce secteur ?

Aujourd'hui le tourisme participe à hauteur de 8,5 % dans la formation de la richesse nationale. Il emploie directement ou indirectement près de 2,7 millions de personnes dont 52 % sont des femmes. Selon une étude faite par l'Organisation mondiale du tourisme en 2019, il s'avère que sur 10 emplois créés, 4 vont au secteur du tourisme. A noter ici, que l'introduction du digital ne provoque pas, comme dans d'autres secteurs, des suppressions d'emplois, puisque le facteur humain est très important pour le tourisme.

Comment peut-on promouvoir la coopération entre la France et l'Égypte dans ce secteur ?

Le potentiel de la coopération entre les deux pays est grand et très diversifié.

Tout d'abord, de nombreuses missions archéologiques françaises travaillent sur des sites en Égypte et participent à la valorisation de notre patrimoine archéologique. A côté de cela, vous avez l'IFAO - Institut français d'archéologie orientale - au Caire, qui a pour vocation l'étude des cultures en Égypte depuis la préhistoire jusqu'à l'époque moderne. Enfin, nous avons reçu ici même hier, plusieurs chercheurs et professeurs français et nous avons discuté avec eux d'une future collaboration, notamment l'organisation de colloques sur le patrimoine archéologique égyptien.

Par ailleurs, nous encourageons les investissements français dans certains secteurs comme la restauration et l'hébergement, comme nous encourageons le développement des relations entre les agences de voyages et les compagnies aériennes françaises avec leurs homologues égyptiennes. Comme je l'ai dit, le tourisme a augmenté de 22 % en Égypte. Le nombre de touristes français, lui, a augmenté de 35 %. En 2024, le nombre des Français qui ont visité l'Égypte était de 383.000 voyageurs. Sur les sept premiers mois de cette année, l'Égypte a accueilli 280.000 touristes français. Une belle progression s'annonce.

A combien s'élève en moyenne les dépenses d'un touriste ?

En général, un touriste dépense en moyenne 1.000 dollars durant un séjour de 6 nuitées.



ARABIE SAOUDITE

Forte croissance du PIB saoudien au troisième trimestre 2025. Selon la General Authority for Statistics (GASTAT), la croissance du PIB saoudien s'est élevée à 5 % en glissement annuel (g.a.) au T3 2025, son niveau le plus élevé depuis 2023. Cette accélération s'explique principalement par la hausse de la croissance pétrolière qui s'est élevée à 8,2 % en g.a., soutenue par une production moyenne de 9,7 Mb/j contre 9,3 Mb/j au trimestre précédent. La croissance du PIB non pétrolier s'est élevée à 4,5 %. Cette forte reprise reste largement tributaire des cours du pétrole et du niveau de production.

Le déficit budgétaire se creuse. Selon le ministère des Finances, le déficit budgétaire a continué de se creuser au troisième trimestre 2025 et s'est élevé à 24 milliards de dollars, portant le cumul pour 2025 à 50 milliards de dollars. Les recettes pétrolières se sont contractées à 40 milliards, contre 51 milliards de dollars en glissement annuel (g.a.), tandis que les recettes non pétrolières sont restées stables à 32 milliards de dollars. Le gouvernement anticipe désormais un déficit public de 5,3 % du PIB en 2025. Cette détérioration s'inscrit dans un contexte de prix du pétrole largement inférieurs au seuil d'équilibre budgétaire, estimé par le FMI à 91 dollars le baril en 2025.

Aramco investit dans HUMAIN. Le Public Investment Fund (PIF) et Aramco ont signé le 28 octobre une lettre d'intention pour l'acquisition par Aramco d'une participation minoritaire dans HUMAIN, société du PIF spécialisée dans l'intelligence artificielle. L'objectif est d'accélérer la montée en puissance d'HUMAIN afin de stimuler sa croissance mondiale dans le secteur. Aramco compte s'appuyer sur l'infrastructure d'HUMAIN pour développer des applications d'IA industrielles et renforcer son écosystème technologique.

Le recours à la dette pour financer la diversification de l'économie. Les autorités saoudiennes prévoient d'élargir le marché domestique de la dette afin de répondre aux besoins de financement des giga-projets dans le cadre de la Vision 2030 évalués à près de 1 300 milliards de dollars. Le volume cumulé des émissions représente aujourd'hui environ 18 % du PIB (228 milliards de dollars) et l'objectif est de porter ce ratio à 28 % d'ici 2030. La Capital Market Authority travaille à simplifier les procédures d'émission et envisagerait d'assouplir la fiscalité pour encourager les entreprises à recourir aux marchés.



EMIRATS ARABES UNIS

Attractivité de Dubaï pour les investisseurs. La « Dubai Chamber of Commerce » a accueilli plus de 53 000 nouvelles entreprises sur les neuf premiers mois de 2025 (+ 4 % en g.a.). La valeur des exportations et réexportations de ses membres a progressé de 16 %, atteignant 260 milliards de dirhams, soutenue par un climat d'affaires favorable et les réformes qui visent à renforcer la compétitivité et la durabilité du modèle économique de Dubaï.

Un plan d'investissement de 46 milliards de dollars pour moderniser le réseau routier et ferroviaire d'ici 2030. Les Émirats arabes unis prévoient un programme d'élargissement des grands axes routiers, la construction d'une quatrième autoroute fédérale de 120 km et une ligne à grande vitesse Abu Dhabi - Dubaï pouvant atteindre 320 km/h. Par ailleurs, l'émirat d'Abu Dhabi prévoit l'extension de l'aéroport international Zayed d'ici deux ans pour accompagner la croissance d'Etihad et du tourisme, portant sa capacité de 45 à 65 millions de passagers. Les aéroports des Émirats arabes unis ont accueilli environ 102,9 millions de passagers entre janvier et août 2025, soit une hausse de 5,3 % par rapport à la même période en 2024 (97,9 millions). Sur la dernière décennie (2015 - 2024), le trafic passagers cumulé des aéroports des Émirats a dépassé un milliard de voyageurs, avec plus de 6,4 millions de mouvements d'avions.

Le plus grand projet solaire et de stockage au monde. Masdar et Emirates Water and Electricity Company ont inauguré le plus grand projet au monde combinant 5,2 GW de solaire photovoltaïque et 19 GWh de stockage par batterie, capable de fournir 1 GW d'énergie 24h/24. Avec un investissement de 6 milliards de dollars, le projet devrait créer plus de 10 000 emplois et éviter 5,7 millions de tonnes de CO2 par an.



OMAN

Vision Oman 2040 a déjà atteint 74 % de ses objectifs. Le quatrième rapport périodique de l'Unité de suivi de la mise en œuvre de la Vision Oman 2040 indique que 74 % des indicateurs affichent des progrès vers les cibles fixées. Le document souligne par ailleurs une accélération des réformes dans les secteurs prioritaires, notamment l'éducation, la santé et la diversification économique.

Les indicateurs économiques du Sultanat. La croissance annuelle moyenne est attendue à 2 % sur 2025 -

2028, dont 2,9 % hors hydrocarbure. En 2024, les activités non pétrolières ont contribué à 70 % du PIB, et les hydrocarbures 30 %. Le secteur manufacturier quant à lui a enregistré une croissance de 8,3 % et l'agriculture et la pêche ont progressé de 2,8 %. Les investissements directs étrangers ont progressé de 18 % pour atteindre 30,1 millions OMR, soit 11,1 % du PIB. Enfin, le compte courant a enregistré un excédent de 1,83 % pour la troisième année consécutive, témoignant d'une amélioration durable des équilibres extérieurs. Oman se maintient à la 58ième place mondiale de l'indice de liberté économique 2025.

S&P confirme la note d'Oman à 'BBB-', perspective stable. S&P Global Ratings a confirmé la note souveraine d'Oman à « BBB- » long terme et « A-3 » court terme, avec perspective stable. Cette confirmation souligne la discipline budgétaire et les réformes engagées malgré des hypothèses de prix du Brent nettement plus basses (60 \$/b en 2025, 65 \$/b en 2026, contre 84 \$ en moyenne sur 2021 - 2024). Le déficit devrait rester modeste, à 0,5 % du PIB en 2025, avant un retour à l'équilibre en 2026.



KOWEÏT

Le Koweït, un géant bancaire arabe. Avec le Bahreïn et le Qatar, le Koweït place le plus grand nombre de banques dans le top 100 des banques arabes. Huit banques koweïtiennes totalisent des actifs combinés atteignant environ 367,7 milliards de dollars, selon l'étude analytique annuelle de l'Union des Banques Arabes (UAB) pour 2024. On retrouve dans ce classement la NBK (1ère au niveau local, 8ème dans le monde arabe et 179ème au niveau mondial.), la KFH (2ème au niveau local, 10ème au niveau régional et 198ème au niveau mondial), la Burgan Bank (3ème au Koweït, 40ème dans la région arabe et 571ème au niveau mondial) ou la Gulf Bank (4e position au niveau local, 41e dans le monde arabe et 587ème au niveau mondial). Les 100 premières banques arabes totalisent 4.500 milliards de dollars d'actifs sous gestion (24 d'entre elles sont des banques islamiques, cumulant 991 millions de dollars d'actifs).

Le Koweït envisage le « leasing » de ses pipelines pour financer son plan d'investissement. La Kuwait Petroleum Corporation (KPC) envisage de recourir à des contrats de location-bail sur une partie de son réseau de pipelines afin de lever entre 5 et 7 milliards de dollars. L'opération contribuerait au financement de son programme d'investissement de 65 milliards de dollars destiné à porter la capacité nationale de production à 4 M b/j d'ici 2035. L'initiative s'inspire de récentes transactions régionales, telles que l'accord de 11 milliards de dollars entre Aramco et BlackRock.



IRAK

Perspectives de croissance pour 2025 et 2026. Dans son rapport sur les perspectives économique publié en octobre dernier, le FMI retient une prévision de croissance de 0,5 % pour 2025 et de 3,6 % en 2026, contre respectivement une croissance négative de - 0,2 % en 2025 et une croissance de 1,4 % en 2026 dans le précédent rapport d'avril 2025. L'inflation devrait être contenue à 1,5 % en 2025 et augmenter à 2,5 % en 2026. Le solde courant devrait enregistrer un excédent de 0,4 % en 2025 et être en déficit de - 1,1 % en 2026.

Une délégation d'entreprises françaises du secteur de l'énergie à Bagdad et Bassora. Une délégation de dix entreprises françaises conduite par EVOLEN (association rassemblant les acteurs français des filières industrielles de l'énergie) s'est rendue en Irak du 13 au 16 octobre avec des étapes à Bagdad et Bassora. Cette mission d'entreprises dont le programme était organisé par TotalEnergies avait pour objectif de rencontrer les autorités locales et de bénéficier du retour d'expérience des entreprises françaises déjà installées dans le pays. Par ailleurs cette délégation avait pour mission de promouvoir l'expertise française, apprécier les champs d'opportunités et nouer des relations avec le secteur privé irakien pour favoriser des collaborations durables.



PALESTINE

Soutien extérieur en hausse de 8 %. Selon des données officielles publiées par le ministère palestinien des Finances, le financement extérieur du Trésor public a augmenté de 8 % sur un an pour atteindre environ 356 millions d'euros à fin août 2025. Cette hausse de 26 millions par rapport à l'année précédente est principalement due aux aides européennes et des pays arabes. L'Union européenne demeure le principal contributeur, avec 177 millions d'euros, suivie de l'Arabie saoudite, 23 millions d'euros, de la Norvège, 16 millions, et de la France, 7 millions d'euros.



EGYPTE

Premier sommet UE-Égypte à Bruxelles. Le premier Sommet UE-Égypte s'est tenu le 22 octobre à Bruxelles. Il a notamment donné lieu à la formalisation de la signature du protocole d'accord relatif au deuxième volet de l'assistance macro-financière d'un montant de 4 milliards d'euros, à un accord de financement de 75 millions d'euros sous forme de subventions destinées à soutenir les réformes socio-économiques locales et à la formalisation de l'adhésion de l'Égypte au programme Horizon Europe sur la coopération scientifique et technologique. Des financements européens, totalisant plus de 160 millions d'euros, ont également été annoncés pour soutenir la formation, la transition verte et la gouvernance économique.

18 nouveaux puits de pétrole et de gaz. Le ministère égyptien du Pétrole a annoncé la découverte de 18 nouveaux puits d'hydrocarbures entre juillet et octobre 2025, dont 13 ont déjà été intégrés à la carte de production nationale. Ces nouveaux gisements, situés principalement dans le désert occidental, le delta du Nil et le golfe de Suez, devraient générer une production combinée de 14 000 barils de pétrole par jour, ainsi que 44 millions de pieds cubes de gaz naturel. Malgré les contraintes budgétaires, l'Égypte entend consolider son statut de hub énergétique régional.

EGAS, Eni et TotalEnergies signent un accord de coopération. L'Egyptian Natural Gas Company (EGAS) a signé, le 21 octobre, un accord avec l'Italien Eni et le Français TotalEnergies un accord portant sur la manutention, le traitement et le transport du gaz dans le cadre du projet du champ Cronos (Chypre). Cet accord renforce la coopération régionale et soutient l'acheminement du gaz chypriote vers les infrastructures égyptiennes.

Soutien à l'agriculture et à l'industrie. Les ministères des Finances et de l'Industrie ont approuvé, le 15 octobre, un nouveau programme de prêts subventionnés de 90 milliards de livres égyptiennes destinés aux secteurs industriels, agricoles et des énergies renouvelables pour l'exercice fiscal 2025-2026. Le dispositif prévoit des financements à taux d'intérêt maximal de 15 %, nettement en deçà du taux directeur actuel de 22 %.

S&P Global relève la notation souveraine à long terme de l'Égypte et le FMI ses prévisions de croissance pour 2026. L'Agence S&P Global a relevé, le 10 octobre, la note souveraine de l'Égypte à B (contre B- auparavant). Cette revalorisation est justifiée par les réformes engagées par les autorités égyptiennes, qui ont entraîné un rebond de la croissance à 4,4 % en 2024-2025 (contre 2,4 % en 2023-2024). S&P souligne notamment les réformes en faveur du secteur privé et la réduction de l'empreinte de l'État, l'élargissement de l'assiette fiscale, et la réalisation d'un excédent primaire satisfaisant en 2024-2025, qui sont autant d'éléments propices à la poursuite de la consolidation budgétaire, malgré le niveau des dépenses d'intérêt qui représentent 73 % des recettes publiques en 2024-2025. De plus, l'agence met en avant l'engagement des autorités à maintenir un taux de change flexible, contribuant à l'amélioration des comptes extérieurs et à la crédibilité du cadre macroéconomique. L'agence Fitch a, de son côté, confirmé la note « B » avec perspective stable.



JORDANIE

Moody's maintient la note de crédit de la Jordanie à «Ba3». L'Agence de notation Moody's a maintenu la note de crédit à long terme de « Ba3 » attribuée à la Jordanie avec une perspective stable. Malgré les tensions régionales, l'agence de notation prévoit un rythme de croissance modéré de + 2,5 % pour 2025, puis une accélération autour de + 3 % pour 2026-2027, soutenue par la reprise du tourisme, l'amélioration des échanges dans la région, en particulier avec la Syrie, et les grands projets en cours. Moody's prévoit un déficit public de - 2,9 % en 2025, et - 2,1 % en 2026 suite aux réformes fiscales engagées sous l'égide du FMI.

Répartition des destinations des exportations jordaniennes. Selon le Département des Statistiques (DoS), sur les huit premiers mois de 2025, près de 93,6 % des exportations jordaniennes, soit environ 9 milliards de dollars, se sont concentrées vers quatre grandes régions. Ces exportations se répartissent à hauteur de 41,5 % vers la Zone de libre-échange arabe élargie, GAFTA (en hausse de +10,1 % en g.a.), 25,1 % vers les pays de l'ALENA (- 1,7 % en g.a.), 20,9 % vers les pays asiatiques non arabes (+ 18,1 % en g.a.) et 6 % vers l'Union européenne (+ 30,9 % en g.a.). À noter que les exportations jordaniennes vers les États-Unis ont diminué de 2 % en g.a. atteignant 1,9 milliard de dollars tandis que les exportations états-uniennes vers la Jordanie ont augmenté de 29 % pour atteindre 1,5 milliard de dollars.

Hausse des envois de fonds sur les trois premiers trimestres. Les envois de fonds des expatriés jordaniens ont atteint 3 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de 2025 selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), soit une augmentation de + 3,1 % en glissement annuel. Les transferts proviennent principalement des Émirats arabes unis (21,6 %), des États-Unis (19,3 %), de l'Arabie saoudite (18,4 %) et du Qatar (9,6 %). Par ailleurs, les envois de fonds des travailleurs étrangers en Jordanie vers leur pays d'origine ont également augmenté (+ 15,3 %), atteignant 1,1 milliard de dollars.



LIBAN

TotalEnergies obtient la licence d'exploration du bloc 8. Le gouvernement libanais a attribué les droits d'exploration et de production du bloc 8 offshore au consortium composé de TotalEnergies, Qatar Energy et Eni. Le trio avait déjà remporté le contrat d'exploration du bloc 9 situé au nord du bloc 8, forant un puits qui a conclu à l'absence de gaz dans la parcelle.

Récession de l'économie pour 2024. Le Fonds Monétaire International a publié ses estimations de croissance de l'économie libanaise durant la période 2020 à 2024. Il a annoncé une contraction de 7,5 % en 2024 et de 0,7 % en 2023, une légère croissance de 1 % en 2022 et de 2 % en 2021, et une forte contraction de 24,6 % en 2020. Toutefois il a préféré ne pas se prononcer sur les prévisions de croissance pour 2025.



SYRIE

Coût de la reconstruction en Syrie selon la BM. La Banque mondiale a publié le 21 octobre 2025 ses estimations sur le coût de la reconstruction de la Syrie. La Banque avance une fourchette comprise entre 140 et 345 milliards de dollars. L'estimation des dommages physiques s'élève à 108 milliards, avec 52 milliards pour les infrastructures, 33 milliards pour les bâtiments résidentiels et 23 milliards pour les bâtiments non résidentiels. Par ailleurs, la Banque mondiale constate également une contraction du PIB réel syrien de 53 % entre 2010 et 2022, et une chute du PIB nominal de 67,5 milliards de dollars en 2011 à environ 21,4 milliards en 2024. Si bien que le coût de la reconstruction correspond à plus de dix fois le PIB projeté de la Syrie.



MAROC

Banque mondiale : 4,4 % de croissance prévue au Maroc en 2025. Dans son rapport d'octobre sur les perspectives de croissance dans la région, la Banque mondiale relève ses prévisions de croissance au Maroc pour 2025 et 2026, soulignant une activité plus robuste que prévue. Le PIB réel devrait croître de 4,4 % en 2025, contre 3,3 % prévus en avril dernier. Cette révision de +1,1 point traduit un regain de confiance dans la trajectoire économique du pays. Pour 2026, la croissance est attendue à 4,2 %, soit près d'un point au-dessus des projections précédentes.

Ce réajustement à la hausse s'explique par la poursuite de la reprise observée depuis fin 2024. Le rapport met en avant plusieurs leviers : une campagne agricole plus favorable, la reprise du tourisme, la relance de la construction et une hausse des investissements publics et étrangers. Par ailleurs, l'effet d'entraînement des préparatifs liés à la Coupe d'Afrique en 2025 et à la Coupe du Monde 2030, dope la confiance et l'investissement privé.

Toutefois cette embellie économique ne doit pas masquer les défis structurels. La Banque mondiale insiste sur la nécessité de traduire la croissance en créations d'emplois durables, notamment pour les jeunes et les femmes, deux catégories encore fragilisées par le chômage. L'institution appelle également à poursuivre les réformes visant à renforcer la productivité, la compétitivité et l'inclusion économique, pour consolider les acquis d'une croissance désormais bien enclenchée.



TUNISIE

Modeste reprise de 1,9% en Tunisie. Malgré une conjoncture économique fragile, l'économie tunisienne montre une certaine résilience et s'est distinguée durant les premiers mois de l'année 2025 par sa capacité à résister aux différents chocs externes, malgré une conjoncture économique fragile. Cette résilience se manifeste par une amélioration du rythme de croissance, une baisse du taux d'inflation et une révision positive de la notation souveraine du pays. Les perspectives pour 2025 s'annoncent plus favorables qu'en 2024 avec un taux de croissance prévu à 1,9 %. Cette amélioration modérée s'explique notamment par la reprise progressive de l'agriculture, soutenue par de meilleures conditions climatiques et par le redressement du tourisme. Par ailleurs, l'inflation poursuit sa décrue s'approchant de son niveau observé avant la pandémie. Malgré ces signaux positifs, la croissance tunisienne reste inférieure à la moyenne régionale, soulignant la fragilité persistante de l'économie. Les autorités tunisiennes devront ainsi poursuivre leurs efforts pour consolider cette reprise et renforcer la stabilité macroéconomique du pays estiment les experts de la Banque mondiale.

ENTRE L'EAU DES RIVIÈRES & L'EAU DANS NOS VERRES IL Y A



CHAQUE JOUR, SUEZ ALIMENTE
EN EAU POTABLE PRÈS DE 70 MILLIONS
DE PERSONNES DANS LE MONDE.
NOS SOLUTIONS AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS
ET ENTREPRISES SUR [SUEZ.COM/ILYASUEZ](https://suez.com/ilyasuez)